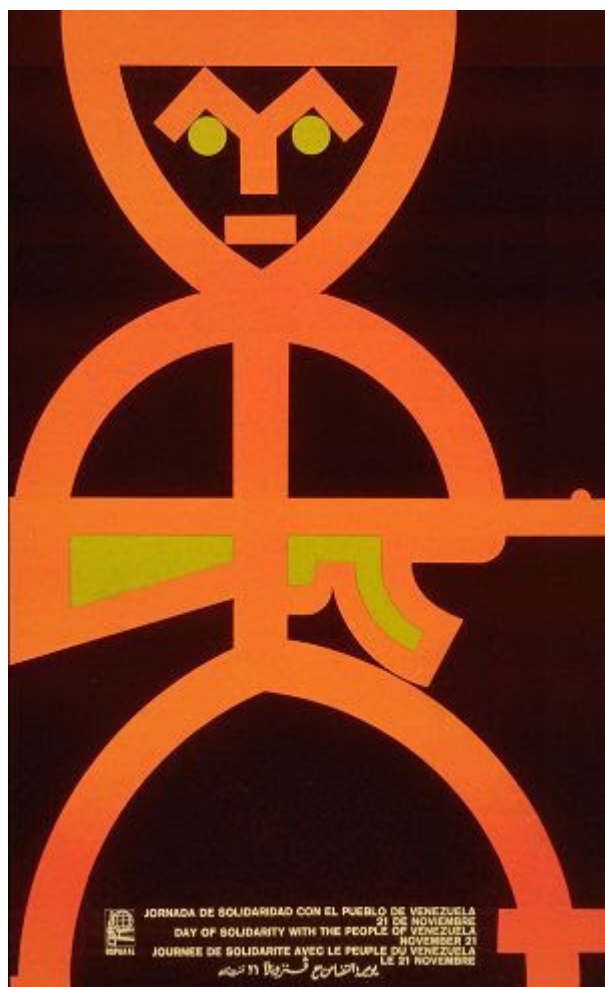


Méthode de renversement de gouvernement en douze étapes : cinquième lettre d'information (2019)



Chers amis, chères amies,

Salutations du bureau du Tricontinental : Institut de recherche sociale.

Le 15 septembre 1970, le président américain Richard Nixon et le conseiller à la sécurité nationale Henry Kissinger autorisèrent le gouvernement américain à faire tout son possible pour renverser le nouveau gouvernement du président socialiste du Chili, Salvador Allende. Nixon et Kissinger, selon les notes du directeur de la CIA Richard Helms, voulaient » faire hurler l'économie « ("make the economy scream") au Chili, et ils n'étaient » pas préoccupés par les risques encourus « . La guerre était acceptable pour eux tant que le gouvernement d'Allende était destitué du pouvoir. La CIA a lancé le projet FUBELT, avec un premier versement de 10 millions de dollars pour commencer la déstabilisation secrète du pays.

(NLF MR Case No. 89-38
Document No. # 10

17 September 1970

MEMORANDUM FOR THE RECORD

SUBJECT: Genesis of Project FUBELT

1. On this date the Director called a meeting in connection with the Chilean situation. Present in addition to the Director were General Cushman, DDCI; Col. White, ExDir-Compt; Thomas Karamessines, DDP; Cord Meyer, ADDP; William V. Broe, Chief WH Division; [redacted] Deputy Chief, WH Division, [redacted] Chief, Covert Action, WH Division; and [redacted] Chief, WH/4.

1.3(a)(4)

2. The Director told the group that President Nixon had decided that an Allende regime in Chile was not acceptable to the United States.. The President asked the Agency to prevent Allende from coming to power or to unseat him. The President authorized ten million dollars for this purpose, if needed. Further, The Agency is to carry out this mission without coordination with the Departments of State or Defense.

3. During the meeting it was decided that Mr. Thomas Karamessines, DDP, would have overall responsibility for this project. He would be assisted by a special task force set up for this purpose in the Western Hemisphere Division. [redacted]



1.3(a)(4)

4. Col. White was asked by the Director to make all necessary support arrangements in connection with the project.

5. The Director said he had been asked by Dr. Henry Kissinger, Assistant to the President for National Security Affairs,

Des entreprises américaines, telles que le géant des télécommunications ITT, le fabricant de boissons rafraîchissantes Pepsi Cola et des monopoles du cuivre comme Anaconda et Kennecott, ont fait pression sur le gouvernement américain après la nationalisation du secteur du cuivre par Allende le 11 juillet 1971. Les Chiliens ont célébré cette journée comme la Journée de la Dignité nationale (Dia de la Dignidad Nacional). La CIA a commencé à prendre contact avec des sections de l'armée qui semblaient être contre Allende. Trois ans plus tard, le 11 septembre 1973, ces militaires se déplacent contre Allende, qui meurt dans l'opération de changement de régime. Les Etats-Unis ont » créé les conditions « , comme l'a dit le conseiller américain à la sécurité nationale Henry Kissinger, auquel le président américain Richard Nixon a répondu : » C'est ainsi que cela va se passer « . Tel est l'état d'esprit du gangstérisme international.

- K: Nothing of very great consequence. The Chilean thing is getting consolidated and of course the newspapers and bleeding because a pro-Communist government has been overthrown.
- P: Isn't that something. Isn't that something.
- K: I mean instead of celebrating - in the Eisenhower period we would be heroes.
- P: Well we didn't - as you know - our hand doesn't show on this one though.
- K: We didn't do it. I mean we helped them. _____ created the conditions as great as possible(??)
- P: That is right. And that is the way it is going to be played. But listen, as far as people are concerned let me say they aren't going to buy this crap from the Liberals on this one.
- K: Absolutely not.
- P: They know it is a pro-Communist government and that is the way it is.
- K: Exactly. And pro-Castro.
- P: Well the main thing was. Let's forget the pro-Communist. It was an anti-American government all the ~~widek~~ way.

Le Chili est entré dans une dictature militaire qui a cédé le pays à des sociétés américaines monopolistiques. Les conseillers américains se sont précipités pour renforcer les nerfs du cabinet du général Augusto Pinochet. Ce qui est arrivé au Chili en 1973 est précisément ce que les États-Unis ont tenté de faire dans de nombreux autres pays du Sud. La cible la plus récente du gouvernement américain – et des grandes entreprises occidentales – est le **Venezuela**. Mais ce qui arrive au Venezuela n'a rien d'unique. Elle fait face à une attaque des États-Unis et de leurs alliés qui est familière à des pays aussi éloignés que l'Indonésie et la République démocratique du Congo. La formule est bien connue. C'est banal, un plan en douze étapes pour produire un climat de coup d'Etat, pour créer un monde sous le talon de l'Occident et des grandes entreprises occidentales.



Marco Rubio ✓
@marcorubio

Follow

Biggest buyers of Venezuelan oil are [@ValeroEnergy](#) & [@Chevron](#). Refining heavy crude from [#Venezuela](#) supports great jobs in Gulf Coast.

For the sake of these U.S. workers I hope they will begin working with administration of President Guaido & cut off illegitimate Maduro regime.

7:34 AM - 24 Jan 2019

2,156 Retweets 3,088 Likes



1.0K 2.2K 3.1K

Première étape : Les pièges du colonialisme. La majeure partie du Sud reste piégée par les structures mises en place par le colonialisme. Les frontières coloniales encerclent des États qui ont eu le malheur d'être des producteurs de produits primaires – soit du sucre pour Cuba, soit du pétrole pour le Venezuela. L'incapacité de diversifier leurs économies a fait que ces pays ont tiré l'essentiel de leurs recettes d'exportation de leurs **produits primaires** (98 % des recettes d'exportation du Venezuela proviennent du pétrole). Tant que les prix de ces produits restaient élevés, les recettes d'exportation étaient sûres. Lorsque les prix ont chuté, les revenus ont souffert. C'était un héritage du colonialisme. Le prix du pétrole est **passé** de 160,72 \$ le baril (juin 2008) à 51,99 \$ le baril (janvier 2019). Les recettes d'exportation du Venezuela se sont effondrées au cours de cette décennie.

Deuxième étape : La défaite du nouvel ordre économique international. En 1974, les pays du Sud ont tenté de restructurer l'architecture de l'économie mondiale. Ils ont appelé à la création d'un **Nouvel ordre économique international** (NOEI) qui leur permettrait de sortir de la dépendance coloniale à l'égard d'un seul produit et de diversifier leurs économies. Des cartels de matières premières – comme le pétrole et la bauxite – devaient être construits pour que le pays dépendant d'un produit primaire puisse avoir un certain contrôle sur les prix des produits sur lesquels il comptait. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), fondée en 1960, a été l'un des pionniers de ces cartels de produits primaires. D'autres n'ont pas été autorisés à se former. Avec la défaite de l'OPEP au cours des trois dernières décennies, ses membres – comme le Venezuela (qui possède les plus grandes réserves prouvées de pétrole au monde) – n'ont pas été en mesure de contrôler les prix du pétrole. Ils sont à la merci des pays dominants du monde.

Troisième étape : La mort de l'agriculture du Sud. En novembre 2001, il y avait environ trois milliards de petits agriculteurs et de paysans sans terre dans le monde. Ce mois-là, l'Organisation mondiale du commerce s'est réunie à Doha (Qatar) pour déchaîner la productivité de l'agro-industrie du Nord contre les milliards de petits agriculteurs et de paysans sans terre des pays du 'Sud'. La mécanisation et les grandes exploitations agricoles industrielles en Amérique du Nord et en Europe avaient porté la productivité à environ 1 à 2 millions de kilogrammes de céréales par agriculteur. Les petits agriculteurs et les paysans sans terre du reste du monde ont lutté pour cultiver 1 000 kilogrammes de céréales par agriculteur. Ils étaient loin d'être aussi productifs. La décision de Doha, comme l'a **écrit** Samir Amin, présage l'anéantissement du petit paysan et du paysan sans terre. Que doivent faire ces hommes et ces femmes ? La production par hectare est plus élevée, mais la reprise de l'agriculture par les entreprises (comme le montre P. Sainath, Senior Fellow du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**) entraîne une augmentation de la faim, car elle pousse les paysans à quitter leurs terres et les laisse mourir de faim.



Balaji, *Le Jour d'Après/Siku Ya Baadaye* (Indépendance Cha-Cha), 2011.

Quatrième étape : Culture du pillage. Encouragées par la domination occidentale, les entreprises monopolistiques agissent au mépris de la loi. Comme Kambale Musavuli et moi l'écrivons au sujet de la République démocratique du Congo, son budget annuel de 6 milliards de dollars est régulièrement dépouillé d'au moins 500 millions de dollars par des sociétés minières monopolistiques, principalement provenant du Canada – le pays qui mène maintenant la charge contre le Venezuela. Les stratagèmes d'établissement de prix erronés et d'évasion fiscale permettent à ces grandes entreprises (Agrium, Barrick et Suncor du Canada) de **voler** régulièrement des milliards de dollars aux États pauvres.

Cinquième étape : L'endettement comme mode de vie. Incapables de lever des fonds à partir des ventes de produits primaires, enfermés dans un système agricole mondial brisé et victimes d'un pillage presque systématique, les pays du Sud ont été forcés de se tourner vers les prêteurs commerciaux pour obtenir du financement. Au cours de la dernière décennie, la dette détenue par les États du Sud a augmenté, tandis que les paiements de la dette ont **grimé** de 60 %. Lorsque les prix des produits ont augmenté entre 2000 et 2010, la dette des pays du Sud a diminué. Comme les prix des produits primaires ont commencé à baisser à partir de 2010, la dette a augmenté. Le FMI **souligne** que sur les 67 pays appauvris qu'il observe, 30 sont en situation de surendettement, un chiffre qui a doublé depuis 2013. Plus de 55,4 % des recettes d'exportation de l'Angola sont consacrées au service de sa dette. Et l'Angola, comme le Venezuela, est un exportateur de pétrole. D'autres exportateurs de pétrole comme le Ghana, le Tchad, le Gabon et le Venezuela souffrent de ratios dette/PIB élevés. Deux pays à faible revenu sur cinq connaissent de **graves difficultés financières**.

Sixième étape : Les finances publiques sont exterminées. Avec peu de recettes entrantes et de faibles taux de recouvrement de l'impôt, les finances publiques des pays du Sud sont en crise. Comme le **souligne** la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, « les finances publiques ont continué à être étouffées ». Les États ne peuvent tout simplement pas réunir les fonds nécessaires pour maintenir les fonctions de base de l'État. L'équilibre des règles budgétaires rend l'emprunt difficile, ce qui est aggravé par le fait que les banques exigent des taux d'intérêt élevés pour l'argent, invoquant les risques liés aux prêts aux pays endettés.

Septième étape : Réduction considérable des dépenses sociales. Impossible de lever des fonds, piégés par l'instabilité de la finance internationale, les gouvernements sont contraints de réduire considérablement leurs dépenses sociales. L'éducation et la santé, la souveraineté alimentaire et la diversification économique – tout cela va de soi. Les agences internationales telles que le FMI obligent les pays à mener des « réformes », un mot qui signifie l'extermination de l'indépendance. Les pays qui résistent font face à d'immenses pressions internationales pour se soumettre, « *si elles ne veulent pas disparaître* », pour reprendre la formule du *Manifeste du parti communiste* (1848).

Huitième étape : La détresse sociale mène à la migration. Le nombre total de migrants dans le monde est maintenant d'au moins **68.5 millions**. Cela fait de ce pays le 21ème plus grand pays au monde après la Thaïlande et devant le Royaume-Uni. La migration est devenue une réaction mondiale à l'effondrement des pays d'un bout à l'autre de la planète. La migration hors du Venezuela n'est pas unique à ce pays: ce n'est que la réaction normale à la crise mondiale. Les migrants du Honduras qui vont vers le nord vers les États-Unis ou les migrants d'Afrique de l'Ouest qui vont vers l'Europe en passant par la Libye font partie de cet exode mondial.

Neuvième étape : Qui contrôle l'opinion publique? Les entreprises médiatiques qui détiennent le monopole de ce marché prennent leurs ordres chez l'élite. Il n'y a aucune sympathie pour la crise structurelle à laquelle sont confrontés les gouvernements, de l'Afghanistan au Venezuela. Les dirigeants qui cèdent à la pression occidentale bénéficient d'un laissez-passer gratuit de la part des médias. Tant qu'ils mènent des « réformes », ils sont en sécurité. Les pays qui s'opposent aux « réformes » risquent d'être attaqués. Leurs dirigeants deviennent des « dictateurs », des otages de leur peuple. Une élection contestée au Bangladesh, en République démocratique du Congo ou aux États-Unis n'est pas un motif de changement de régime. Ce traitement de faveur est réservé au Venezuela.



Dixième étape : Qui est le vrai président ? Les opérations de changement de régime commencent lorsque les impérialistes remettent en question la légitimité du gouvernement au pouvoir: en mettant le poids des États-Unis derrière une personne non élue, en l'appelant le nouveau président et en créant une situation où l'autorité du dirigeant élu est minée. Le coup d'État a lieu lorsqu'un pays puissant décide – sans élection – de “présenter” et soutenir son propre candidat, choisi préalablement bien sûr. Cette personne – dans le cas du Venezuela, **Juan Guaidó** – doit rapidement faire savoir clairement qu'elle se pliera à l'autorité des États-Unis. Son équipe – composé d'anciens fonctionnaires du gouvernement ayant des liens étroits avec les États-Unis (comme Ricardo Hausmann de l'Université Harvard et Moisés Naím de Carnegie) – montrera clairement qu'ils veulent tout privatiser et vendre le peuple vénézuélien au nom de ce dernier.

Onzième étape : Faites crier l'économie. Le Venezuela a fait l'objet de sanctions américaines sévères depuis 2014, date à laquelle le Congrès américain s'est engagé dans cette voie. L'année suivante, le président américain Barack Obama a déclaré que le Venezuela constituait une « menace pour la sécurité nationale ». L'économie s'est mise à crier. Ces derniers jours, les États-Unis et le Royaume-Uni ont effrontément volé des milliards de dollars d'argent vénézuélien, imposé des sanctions à leur seul secteur générateur de revenus (le pétrole) et vu la douleur inonder le pays. C'est ce que les États-Unis ont fait à l'Iran et c'est ce qu'ils ont fait à Cuba. L'ONU affirme que les sanctions américaines contre Cuba ont coûté 130 milliards de dollars à la petite île. Le Venezuela a **perdu** 6 milliards de dollars au cours de la première année des sanctions de Trump, depuis leur entrée en vigueur en août 2017. D'autres choses sont perdues à mesure que les jours passent. Il n'est pas étonnant que le rapporteur spécial des Nations unies, Idriss Jazairy, **déclare** que « les sanctions qui peuvent conduire à la famine et aux pénuries médicales ne sont pas la réponse à la crise au Venezuela ». Il a déclaré que les sanctions « ne sont pas un fondement pour le règlement pacifique des différends ». De plus, M. Jazairy a déclaré : « Je suis particulièrement préoccupé par les informations selon lesquelles ces sanctions visent à changer le gouvernement du Venezuela. » Il a appelé à la « compassion » pour le peuple vénézuélien.

Douzième étape : Aux armes! Le conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, John Bolton, tenait un bloc jaune sur lequel figuraient les mots « 5 000 soldats en Colombie ». Il s'agit de troupes américaines, déjà déployées dans le pays voisin du Venezuela. Le commandement sud américain est prêt. Ils exhortent la Colombie et le Brésil à faire leur part. Au fur et à mesure que le climat du coup d'État se créera, un coup de pouce sera nécessaire. Ils iront à la guerre.



Edson Garcia, *Titina Silá (1943-1973)*.

Rien de tout cela n'est inévitable. Il n'était pas inévitable que Titina Silá, commandante du Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde (PAIGC), ait été assassinée le 30 janvier 1973. Elle s'est battue pour libérer son pays. Ce n'est pas une fatalité pour le peuple vénézuélien, qui continue à se battre pour défendre sa révolution. Ce n'est pas inévitable pour nos amis de CodePink : Femmes pour la paix, dont Medea Benjamin est entrée dans une réunion de l'Organisation des Etats américains et a dit – Non !



Medea Benjamin à l'OEA et sur Démocratie Maintenant !

Il est temps de dire non à l'intervention de changement de régime. Il n'y a pas de juste milieu.
Chaleureusement, Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey*